# **MODÈLE DE DÉCHARGE PARTIELLE DE SERVICE POUR SUIVRE UNE ACTION DE FORMATION AU TITRE DU CPF**

**ARRÊTÉ DE DÉCHARGE PARTIELLE DE SERVICE POUR SUIVRE UNE ACTION DE FORMATION AU TITRE DU COMPTE PERSONNEL DE FORMATION**

Le *Maire/Président* de ……………………………..,

- Vu la Code Général de la Fonction Publique,

- Vu le décret n° 2007-1845 du 26 décembre 2007 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des agents de la fonction publique territoriale,

- Vu le décret n° 2017-928 du 6 mai 2017 relatif à la mise en œuvre du compte personnel d'activité dans la fonction publique et à la formation professionnelle tout au long de la vie,

- *Vu la délibération du ……. fixant un plafond maximal de prise en charge des formations au titre du compte personnel de formation*,

- Considérant la demande de *M/Mme*…………………., ……………………… *(grade, titulaire, stagiaire, contractuel)* d’utiliser les heures acquises sur son compte personnel de formation afin de mener à bien son projet d’évolution professionnelle ……………………….. *(indiquer le projet)*,

- Considérant que satisfaction peut lui être donnée,

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1er** : Du ……… au ………, *M/Mme* …………….. bénéficiera d’une décharge partielle de service au titre du CPF afin de suivre une action de formation dans le cadre de son projet d’évolution professionnelle. À ce titre, …………. heures seront déduites de son compte personnel de formation.

**ARTICLE 2e** : Le temps passé au titre de la formation pendant le temps normalement consacré au service sera décompté comme du temps de travail effectif. La rémunération de l’agent sera maintenue. Cette période comptera pour la totalité de sa durée pour le déroulement de carrière et pour l'ouverture des droits à pension de retraite.

**Article 3e**: La collectivité s’engage à prendre en charge financièrement les frais pédagogiques de la formation ………………………………………… *(préciser les modalités de prise en charge)*.

**ARTICLE 4e**: En application des dispositions de l’article R421-1 du Code de Justice Administrative, cette décision peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de ……………….. dans le délai de 2 mois de la notification à l'intéressé(e) (requête possible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)).

**ARTICLE 5e** : Ampliation du présent arrêté, qui sera notifié à l'intéressé*(e)*, sera transmise à Monsieur le Président du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de……………….

Fait à …………………, le ………………………..

Le ………. *Maire/Président*,

*(Nom et prénom lisibles, cachet et signature)*